

Archives départementales

72-78 cours Balguerie Stuttenberg
33300 Bordeaux

Tram B [université] : arrêt cours du Médoc

Tram C [gare] : arrêt Paul Doumer
ou Emile Counord

Bus liané 4 : arrêt Gaussen.



Comité scientifique

Christine Bouneau, Professeur d'histoire contemporaine, CEMMC.

Sylvie Guillaume, Professeur émérite d'histoire contemporaine, membre honoraire de l'Institut universitaire de France, chercheur associé au centre d'histoire de Sciences-Po Paris.

Isabelle Clavel, ATER en histoire contemporaine, CEMMC.

Timothée Duverger, ATER en histoire contemporaine, CEMMC

Contact : Isabelle.Clavel@u-bordeaux3.fr

La réforme est-elle de gauche ? Cette question fait irruption dans un contexte de renouvellement historiographique opéré dans les études sur le réformisme politique à l'époque contemporaine. La réforme, et non plus seulement le réformisme, y revêt l'acception large de réalisation et de « transformation de la société ». Partant du constat que la réforme est devenue le socle commun de l'action politique et publique dans la France contemporaine, il s'agit ici d'interroger les rapports entre État et société dans la mise en œuvre de ces transformations. Ces dernières sont des améliorations indispensables de la démocratie dont le prolongement est devenu nécessairement social et économique.

Le vide instauré entre l'État et les individus par la loi Le Chapelier en 1791 qui a banni les « corps intermédiaires », a longtemps posé le problème d'une recomposition des communautés politiques et sociales, comme interlocuteur entre l'État et la société. Elle intervient dès le début du XIX^e siècle dans un État devenu « consultatif ». La renaissance des corps intermédiaires se traduit ainsi par l'institutionnalisation de la société civile qui trouve progressivement sa traduction dans les partis politiques, les syndicats, les associations et, dans une autre mesure, dans une organisation administrative territoriale décentralisée.

Par le prisme de ces rapports renouvelés et institutionnalisés entre État et société, comment les corps intermédiaires sont-ils intégrés par l'État au processus d'élaboration des réformes ? Quels sont les lieux de ces consultations ? Collectivités territoriales, Conseil économique et social, conseil consultatif, commissions, sont-ils autant de lieux de réforme pour la démocratie ?



Journée d'étude des
jeunes chercheurs du CEMMC

Réformes, État et société dans la France contemporaine

Mercredi 6 novembre 2013
Archives départementales de la Gironde.
Accueil à 9h00 : Auditorium

9H00 : Accueil par Agnès VATICAN, directrice des Archives départementales de la Gironde et présentation des Archives départementales par **Georges CUER**, Conservateur général du Patrimoine aux Archives départementales de la Gironde.

9H15 : Ouverture par Michel FIGEAC, directeur du CEMMC

Présidence de Christine BOUNEAU

9H25 : Introduction de la journée par Isabelle CLAVEL, ATER, Université de Bordeaux 3, CEMMC.

Les lieux de réformes

9H50 : Ludovic TARIS, doctorant, CEMMC, « Le Conseil général de la Gironde de l'an VIII à 1838 : naissance d'un corps intermédiaire intégré au processus de réformes ? »

10H15 : Timothée DUVERGER, ATER, Université de Bordeaux 3, CEMMC « Le CCES de 1982 à 1984 : une reconnaissance de la société civile organisée ».

10H40 : Discussion.

10H55 : Pause.

Présidence de Sylvie GUILLAUME

Réformer la société

11H10 : Nadia AYACHE, doctorante, CEMMC, « De la CIR au premier septennat de François Mitterrand : de la volonté de réformer ».

11H35 : Marie GLORIS, doctorante, CEMMC, « L'abolition de la peine de mort, une réforme amorcée à la fin des années 1970 par de nombreux acteurs de la société civile. »

12h00 : FERHAT Ismail, doctorant, Centre d'histoire de Science-Po Paris, « Réformer l'école ? Les projets scolaires du socialisme français du congrès d'Épinay à Claude Allègre [1971-1997]. »

12H25 : Discussion.

12H35 : Déjeuner.

Présidence de Jean GARRIGUES, Professeur d'histoire contemporaine, Université d'Orléans, Président du Centre d'Histoire Politique et Parlementaire, CHPP.

Changement d'échelle : de la région à l'Europe

14H00 : Charley GIRON, doctorant, MICA, « Les industries culturelles et créatives : un mouvement pragmatique. Un exemple en sciences de l'information et de la communication ».

14H25 : Anne-Laure OLLIVIER, docteur, Institut des sciences sociales du Politique, ENS-Cachan, « Le pouvoir aux citoyens » ? Les socialistes et la décentralisation (années 1970- 1980).

14H50 : Discussion.

15H05 : Pause.

15H20 : Table-ronde.

Acteurs et témoins de la vie politique et de la société.

Modératrice : Fabienne Brugère, Professeure de Philosophie à l'Université de Bordeaux 3 et Présidente du Conseil de Développement Durable de la CUB.

Intervenants :

Brigitte Jumel, Secrétaire Générale de l'Union des fédérations CFDT de la fonction publique.

Pascal LaFargue, Président d'Emmaüs Gironde.

Jean-François Merle, Conseiller d'Etat honoraire, ancien conseiller technique au cabinet de Michel Rocard, Premier ministre [1987-1991].

Joan Taris, Conseiller Régional d'Aquitaine.

Patrick Volpilhac, Directeur de cabinet du président du Conseil Régional d'Aquitaine.

16H30 : Débat.

